

# Association Escale

## Rapport Moral 2019

Des milliers d'êtres meurent dans le monde en essayant d'échapper à un destin inhumain.

Ainsi, en Méditerranée, les naufrages se poursuivent dans des proportions effrayantes. La raréfaction des opérations de sauvetage, dont certains disent qu'elles créent un appel d'air, entraîne, d'après MSF, la mort des passagers de la moitié des embarcations partant de Lybie.

Ces hommes et ces femmes cherchent ce que tout être humain, selon la convention de Genève, est en droit d'attendre : la paix, la sécurité, la nourriture, l'eau pure, l'éducation et la santé ...

Ceux qui survivent à ces épreuves ne sont pas au bout de leurs peines. En France, ils vont ensuite devoir affronter le parcours du combattant :

- & La complexité et la lourdeur de l'administration devant la demande d'asile.
- & Les camps d'hébergement, quand ce n'est pas la rue
- & Le passage à l'OFPRA
- & Le recours devant la CNDA,
- & Puis, pour 60% d'entre eux, c'est l'OQTF, la clandestinité sans papier avec interdiction de travailler.
- & A cela peuvent s'ajouter les violences policières, le racisme quotidien, l'exploitation des jeunes et des femmes...

La France est l'un des pays européens où les chances d'obtenir l'asile est le plus faible : 67% des demandes sont rejetées contre 47% sur l'ensemble de l'UE.

L'UE doit impérativement penser un dispositif d'accueil des migrants comme elle a su le faire pour sauver les banques, lorsque le système financier était en train de s'écrouler ! En refusant d'ouvrir leurs ports, leurs portes, les pays de l'UE s'opposent à l'accueil d'étrangers et font le choix du refus de l'altérité. On veut bien accepter les marchandises mais on refuse les Hommes !

En continuant à fermer ses frontières, la France opte pour l'entre-soi, le mythe de l'identité unique, le refus de l'ouverture et de la diversité . Cela ne peut qu'encourager les nationalismes qui, nous le savons, débouchent irrémédiablement vers des affrontements et des guerres.

La France est passée de la logique de « l'immigré au travail », des années 60, à celle « du migrant », des années 2019, notion plus vaste, qui désigne des gens qui se déplacent pour des raisons multiples et légitimes, qu'elles soient politiques, économiques, climatiques, de guerres ou de violences...

L'Etat Français renforce sa politique d'expulsion des personnes déboutées du droit d'asile, sans considérer le malheur et les persécutions qu'elles pourraient subir dans leur pays.

Nous constatons une dérive du dispositif d'hébergement pour les personnes qui demandent la protection de la France. Alors que l'hébergement, et donc les structures dédiées, relevait traditionnellement du Ministère des Affaires Sociales, il est maintenant assuré et financé par le Ministère de l'Intérieur. Le développement du lien entre hébergement et contrôle met à mal la vocation sociale et d'accueil de ces lieux, ce qui rend difficile la lisibilité et la finalité des centres. D'où la nécessité d'agir pour faire respecter un droit d'accueil inconditionnel et un accompagnement adapté.

C'est la mission que s'est donné ESCALE. La volonté gouvernementale de contrôler et d'enfermer les personnes déboutées, celles qui sont privées de titre de séjour ou bien dublinées, nous concerne au premier plan.

Il faut sortir du fantasme des hordes de migrants, déferlants sur nos richesses, fantasme largement entretenu par la plupart des partis politiques. Les réfugiés sont, le plus souvent, des gens relativement instruits, motivés pour travailler, s'intégrer, construire leur vie en France, heureux d'y trouver des organisations sociales (écoles, Sécurité Sociale, Allocations Familiales...) auxquelles ils participeront, par leur travail, leurs cotisations et leurs impôts, comme tout un chacun. Ils pourront aussi contribuer à rajeunir la population de notre pays.

Si chaque pays, chaque ville ou village prenait « sa part » de la misère du monde, nous pourrions exercer une réelle solidarité avec ceux qui souffrent, sans mettre en danger notre économie, bien au contraire, ni notre vivre ensemble, et sans qu'il nous en coûte énormément.

C'est ce qu'ESCALE cherche à réaliser.